



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/54/27
29 février 2008

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Cinquante-quatrième réunion
Montréal, 7 – 11 avril 2008

PROPOSITION DE PROJET: CAP-VERT

Le présent document comporte les observations et la recommandation du Secrétariat du Fonds sur la proposition de projet suivante :

Élimination

- Plan de gestion de l'élimination finale des CFC (première tranche)

PNUE

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

FICHE D'ÉVALUATION DE PROJET - PROJETS PLURIANNUELS : CAP-VERT**TITRE DU PROJET** **AGENCE BILATÉRALE/AGENCE D'EXÉCUTION**

Plan de gestion de l'élimination des CFC:	PNUE
---	------

ORGANISME NATIONAL DE COORDINATION:	Ministère de l'Environnement et de l'Agriculture – Bureau Ozone
--	---

DERNIÈRES DONNÉES DÉCLARÉES SUR LA CONSOMMATION À ÉLIMINER GRÂCE AU PROJET A : DONNÉES RELATIVES À L'ARTICLE 7 (TONNES PAO, 2006, EN DATE DE FÉVRIER 2008

Groupe I Annexe A	0		
-------------------	---	--	--

B: B: DONNÉES SECTORIELLES DU PROGRAMME DE PAYS (TONNES PAO, 2006, EN DATE DE FÉVRIER 2008

SAO	Aérosols	Mousses	Fabrication en réfrigération	Entretien en réfrigération	Solvants	Agents de transfor	Fumigènes
CFC			0	0			

Consommation restante de CFC admissible au financement (tonnes PAO)	0,3
--	-----

PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ANNÉE EN COURS : Financement total 93 000 \$US : Élimination totale : 0 tonne PAO

DONNÉES RELATIVES AU PROJET		2008	2009	2010	Total
CFC (tonnes PAO)	Limite du Protocole de Montréal	0,35	0,35	0	n.d.
	Consommation annuelle maximale	0	0	0	n.d.
	Élimination annuelle grâce aux projets en cours	0	0	0	0
	Élimination annuelle nouvellement ciblée (tonnes PAO)	0	0	0	0
	Élimination annuelle non financée				
CONSOMMATION TOTALE DE SAO À ÉLIMINER		0	0	0	0
Consommation totale de SAO à introduire (HCFC)		0	0	0	0
Coûts finaux du projet					
Financement consenti à l'Agence d'exécution principale : PNUE		70 000	30 000	-	100 000
Total des coûts d'appui : \$US					
Coût d'appui à l'Agence d'exécution principale: PNUE		9 100	3 900	-	13 000
COÛT TOTAL POUR LE FONDS MULTILATÉRAL		79 100	33 900	-	113 000
Rapport coût/efficacité final du projet (\$US/kg)		n.d.			

FINANCEMENT DEMANDÉ : Approbation du financement de la première tranche (2008) tel que sus indiqué.

RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT	Approbation globale
--------------------------------------	---------------------

DESCRIPTION DU PROJET

1. Agissant pour le compte du Gouvernement de Cap-Vert, le PNUE, en tant qu'agence d'exécution, a soumis un Plan de gestion de l'élimination finale (PGEF) des CFC pour examen par le Comité exécutif à sa 54^e réunion. La mise en œuvre du projet sera exécutée par le PNUE exclusivement. Le projet est constitué essentiellement d'activités d'assistance technique ne portant pas sur des investissements à mettre en œuvre au Cap-Vert. Le coût total du PGEF tel que présenté se chiffre à 125 000 \$US, plus les coûts d'appui d'agence de 16 250 \$US pour le PNUE. Le projet propose de soutenir la consommation zéro des CFC dans le pays pour pouvoir réaliser l'élimination totale des CFC en 2010. La consommation de référence des CFC pour la conformité est de 2,3 tonnes PAO

Contexte

2. Dans le cadre de l'élimination totale des CFC dans le secteur de l'entretien en réfrigération, le Comité exécutif a, à sa 44^e réunion, alloué 175 400 \$US au PNUD et au PNUE pour la mise en œuvre d'un PGF qui incluait l'élaboration des réglementations sur les SAO, l'exécution des programmes de formation des techniciens du secteur de l'entretien en réfrigération et des agents des douanes, la mise en place d'un programme de récupération et de recyclage, et un programme pour les activités de supervision contenues de le PGF. La mise en œuvre du PGF du Cap-Vert a abouti à l'introduction en 2007 d'un système de permis pour les SAO, la formation en bonnes pratiques, de 34 techniciens d'entretien en réfrigération et de 11 agents des douanes. Cela a également permis la remise d'un appareil de récupération et la distribution de cinq appareils de recyclage. En outre, plus de 65 kilogrammes de CFC ont été récupérés et recyclés grâce au programme de récupération et de recyclage. Le projet a également facilité la distribution de cinq trousseaux d'identification de frigorigène.

Politique et législation

3. Le Gouvernement de Cap-Vert vient juste de lancer l'application de sa réglementation sur les SAO à la fin de 2007. Cette réglementation exige que les importateurs de CFC disposent des autorisations et appelle à l'interdiction de l'importation d'équipements contenant des SAO. Dans le pays, la loi nationale qui définit la base des politiques environnementales constitue le cadre pour la mise en œuvre de la législation sur les SAO.

Consommation des CFC et secteur de l'entretien en réfrigération

4. Le Cap-Vert a déclaré une consommation zéro de CFC en 2006, alors que cette consommation était de 1,9 tonne en 2005. Ce pays a par ailleurs importé d'importantes quantités de HFC-134a, HCFC-22 et d'autres substances de remplacement pour cette même année. Le document de projet a également fait état de zéro utilisation de CFC dans le secteur de l'entretien en réfrigération au cours de l'année 2006, et les données montrent que 9% seulement (103 unités) de l'ensemble des équipements de réfrigération domestique et commerciale (12 373 unités) nécessitant la maintenance a été effectivement entretenu en 2006.

5. Le PGEF suggère qu'en 2007, le Cap-Vert comptait 60 techniciens d'entretien en réfrigération répartis dans les six principales provinces de l'île. Environ 50% (34 techniciens et formateurs) d'entre eux ont reçu une formation formelle dans le cadre du PGF.

6. Au Cap-Vert, les prix des frigorigènes au kg étaient les suivants en 2006: 15,70 \$US pour le CFC-12 (valeur de 2005), 24,62 \$US pour le HFC-134a et 15,4 \$US pour le HCFC-22. Les frigorigènes R-600 et R-404a sont également vendus dans le pays, toutefois, les prix n'étaient pas disponibles.

Activités proposées dans le PGEF

7. Le PGEF pour le Cap-Vert présente une proposition consistant uniquement en une série d'activités d'assistance technique; la durabilité de l'élimination sera assurée à travers les activités suivantes :

- a) Renforcement des capacités techniques pour les techniciens en réfrigération à travers une formation complémentaire;
- b) Formation complémentaire des agents des douanes pour poursuivre le renforcement de leurs capacités; et
- c) Mise en œuvre et la surveillance du projet.

8. Le Gouvernement du Cap-Vert envisage le maintien de sa consommation zéro actuelle de CFC pour pouvoir atteindre l'élimination totale de cette substance d'ici le 1^{er} janvier 2010. Un plan de travail détaillé pour 2008 a été soumis en même temps que le projet du PGEF.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT

OBSERVATIONS

9. La consommation des CFC déclarée par le Gouvernement du Cap-Vert en vertu de l'Article 7 du Protocole est actuellement de zéro. Il ressort des données fournies que les importations des CFC dans le pays sont passées de 1,9 tonne PAO en 2005 à zéro en 2006, apparemment en raison des mesures de précaution anticipées par les importateurs pour réduire les importations. En outre en 2005, le Département des douanes a commencé à contrôler les importations des CFC après l'achèvement du programme de formation dans le cadre du PGF. Il semble par ailleurs que la quantité des CFC importée en 2005 était suffisante pour cette année et pour l'année 2006.

10. Le Secrétariat a examiné avec l'agence d'exécution les questions techniques liées aux niveaux actuels de consommation des CFC au Cap-Vert, le niveau d'exécution du PGF pour ce qui concerne en particulier les activités similaires proposées dans le PGEF, et l'état actuel des décaissements pour les activités incluses dans le PGF approuvé. Le Secrétariat a clairement indiqué au PNUE que ce PGEF est examiné uniquement parce que la situation qui prévaut dans le pays nécessite la mise en œuvre uniquement de ces activités de formation ne portant pas sur

des investissements. Le Secrétariat a également demandé au PNUE d'encourager le pays à assurer la pleine application de la réglementation sur les SAO nouvellement approuvée afin de créer un cadre pour la durabilité de l'ensemble des activités menées dans le cadre du PGEF et permettre ainsi au pays d'atteindre l'élimination totale des CFC en 2010.

Niveau de financement et modalités de mise en œuvre

11. Lors de l'examen du PGEF, le Secrétariat a pris note que :

- a) Les projets inclus ne comportent pas un volet investissement, et la majorité des coûts se rapportent à la formation complémentaire des techniciens en réfrigération et des agents des douanes;
- b) Le programme de récupération et recyclage en vertu du PGF a récupéré des petites quantités de CFC-12 totalisant 65 kg; et
- c) Le volet investissement du PGF n'a pas encore été complètement exécuté.

12. Le PNUE a apporté des clarifications sur l'état d'avancement du volet investissement, ainsi que des explications sur la raison pour laquelle le projet n'est constitué que d'activités ne portant pas sur des investissements. Il en ressort que, étant donné que la mise en œuvre du programme de conversion ne vient que de débuter et qu'il couvrira le volet investissement requis pour maintenir l'élimination dans le PGEF, le pays n'a pas besoin d'appui supplémentaire en investissement. Par conséquent, la demande pour une formation complémentaire seulement dans le cadre de ce PGEF se justifie.

13. Sur cette base, le Secrétariat a conclu que la plupart des activités proposées dans le PGEF pour le Cap-Vert sont conformes à la décision 45/54 et que par conséquent, le montant final convenu avec le PNUE pour le PGEF est de 100 000 \$US, plus les coûts d'appui de 13 000 \$US.

Accord

14. Le Gouvernement de Cap-Vert a soumis un projet d'accord entre le Gouvernement et le Comité exécutif. Ce projet d'accord qui comporte les conditions pour l'élimination totale des CFC au Cap-Vert est contenu dans l'annexe I au présent document.

RECOMMANDATION

15. Le Secrétariat recommande l'approbation globale du plan de gestion de l'élimination finale pour le Cap-Vert. Le Comité exécutif pourrait :

- a) Approuver en principe le plan de gestion de l'élimination finale pour le Cap-Vert, au coût de 100 000 \$US, plus les coûts d'appui d'agence de 13 000 \$US au PNUE;

- b) Approuver le projet d'accord entre le Gouvernement de Cap-Vert et le Comité exécutif pour la mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination finale contenu dans l'Annexe I au présent document;
- c) Demander au PNUE de tenir pleinement compte des exigences des décisions 41/100 et 49/6 du Comité exécutif lors de la mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination finale; et
- d) Approuver la première tranche du plan, aux niveaux de financement indiqués dans le tableau ci-dessous.

	Titre du projet	Financement du projet (\$US)	Coûts d'appui (\$US)	Agence d'exécution
(a)	Plan de gestion de l'élimination finale des CFC (première tranche)	70 000	9 100	PNUE

**DRAFT AGREEMENT BETWEEN CAPE VERDE AND THE EXECUTIVE
COMMITTEE OF THE MULTILATERAL FUND FOR THE PHASE-OUT
OF OZONE-DEPLETING SUBSTANCES**

1. This Agreement represents the understanding of the Government of Cape Verde (the “Country”) and the Executive Committee with respect to the complete phase-out of controlled use of the ozone-depleting substances set out in Appendix 1-A (the “Substances”) prior to 1 January 2010 in compliance with Protocol schedules.
2. The Country agrees to meet the annual consumption limits of the Substances as set out in row 2 of Appendix 2-A (the “Targets, and Funding”) in this Agreement. The Country accepts that, by its acceptance of this Agreement and performance by the Executive Committee of its funding obligations described in paragraph 3, it is precluded from applying for or receiving further funding from the Multilateral Fund in respect to the Substances.
3. Subject to compliance by the Country with its obligations set out in this Agreement, the Executive Committee agrees in principle to provide the funding set out in row 7 of Appendix 2-A (the “Targets, and Funding”) to the Country. The Executive Committee will, in principle, provide this funding at the Executive Committee meetings specified in Appendix 3-A (the “Funding Approval Schedule”).
4. The Country will meet the consumption limits for each of the Substances as indicated in Appendix 2-A. It will also accept independent verification by the relevant implementing agency of achievement of these consumption limits as described in sub-paragraph 5(b) of this Agreement.
5. The Executive Committee will not provide the Funding in accordance with the Funding Approval Schedule unless the Country satisfies the following conditions at least 60 days prior to the applicable Executive Committee meeting set out in the Funding Approval Schedule:
 - (a) That the Country has met the Targets for the applicable year;
 - (b) That the meeting of these Targets will be independently verified, if requested by the Executive Committee consistent with paragraph (d) of decision 45/54;
 - (c) That the Country has substantially completed all actions set out in the last annual implementation programme; and
 - (d) That the Country has submitted and received endorsement from the Executive Committee for an annual implementation programme in the form of Appendix 4-A (the “Format of Annual Implementation Programme”) in respect of the year for which tranche funding is being requested.
6. The Country will ensure that it conducts accurate monitoring of its activities under this Agreement. The institutions set out in Appendix 5-A (the “Monitoring Institutions and Roles”) will monitor and report on that monitoring in accordance with the roles and responsibilities set out in Appendix 5-A. This monitoring will also be subject to independent verification as described in sub-paragraph 5(b).

7. While the Funding was determined on the basis of estimates of the needs of the Country to carry out its obligations under this Agreement, the Executive Committee agrees that the Country may have the flexibility to reallocate the approved funds, or part of the funds, according to the evolving circumstances to achieve the goals prescribed under this Agreement. Reallocations categorized as major changes must be documented in advance in the next annual implementation programme and endorsed by the Executive Committee as described in sub-paragraph 5(d). Reallocations not categorized as major changes may be incorporated in the approved annual implementation programme, under implementation at the time, and reported to the Executive Committee in the report on implementation of the annual implementation programme.

8. Specific attention will be paid to the execution of the activities in the refrigeration-servicing sub-sector, in particular:

- (a) The Country would use the flexibility available under this Agreement to address specific needs that might arise during project implementation;
- (b) The technical assistance programme for the refrigeration-servicing sub-sector will be implemented in stages so that remaining resources can be diverted to other phase-out activities such as additional training or procurement of service tools in cases where the proposed results are not achieved, and will be closely monitored in accordance with Appendix 5-A of this Agreement; and
- (c) The Country and the implementing agencies will take full account of the requirements of decisions 41/100 and 49/6 during the implementation of the plan.

9. The Country agrees to assume overall responsibility for the management and implementation of this Agreement and of all activities undertaken by it or on its behalf to fulfil the obligations under this Agreement. UNEP has agreed to be the lead implementing agency (the "Lead IA") in respect of the Country's activities under this Agreement. The Lead IA will be responsible for carrying out the activities listed in Appendix 6-A including but not limited to independent verification as per sub-paragraph 5(b). The Country also agrees to periodic evaluations, which might be carried out under the monitoring and evaluation work programmes of the Multilateral Fund. The Executive Committee agrees, in principle, to provide the Lead IA with the fees set out in row 8 of Appendix 2-A.

10. Should the Country, for any reason, not meet the Targets for the elimination of the Substances set out in Appendix 2-A of the Montreal Protocol or otherwise does not comply with this Agreement, then the Country agrees that it will not be entitled to the Funding in accordance with the Funding Approval Schedule. At the discretion of the Executive Committee, funding will be reinstated according to a revised funding approval schedule determined by the Executive Committee after the Country has demonstrated that it has satisfied all of its obligations that were due to be met prior to receipt of the next tranche of funding under the Funding Approval Schedule. The Country acknowledges that the Executive Committee may reduce the amount of the Funding by the amounts set out in Appendix 7-A in respect of each ODP tonne of reductions in consumption not achieved in any one year.

11. The funding components of this Agreement will not be modified on the basis of any future Executive Committee decision that may affect the funding of any other consumption sector projects or any other related activities in the Country.

12. The Country will comply with any reasonable request of the Executive Committee and the Lead IA to facilitate implementation of this Agreement. In particular, it will provide the Lead IA with access to information necessary to verify compliance with this Agreement.

13. All of the agreements set out in this Agreement are undertaken solely within the context of the Montreal Protocol and as specified in this Agreement. All terms used in this Agreement have the meaning ascribed to them in the Protocol unless otherwise defined herein.

APPENDICES

APPENDIX 1-A: THE SUBSTANCES

Annex A:	Group I	CFC-12, CFC-115
----------	---------	-----------------

APPENDIX 2-A: THE TARGETS, AND FUNDING

		2008	2009	2010	Total
1	Montreal Protocol reduction schedule of Annex I, Group I substances (ODP tonnes)	0.35	0.35	0	n/a
2	Max. allowable total consumption of Annex I, Group I substances (ODP tonnes)	0	0	0	n/a
3	Reduction from on-going projects (ODP tonnes)	0	0	0	0
4	New reduction under plan (ODP tonnes)	0	0	0	0
5	Unfunded reductions (ODP tonnes)	0	0	0	0
6	Total annual reduction (ODP tonnes)	0	0	0	0
7	Lead IA agreed funding (US \$)	70,000	30,000	0	100,000
8	Lead IA support costs (US \$)	9,100	3,900	0	13,000
9	Grand total agreed funding (US \$)	79,100	33,900	0	113,000

APPENDIX 3-A: FUNDING APPROVAL SCHEDULE

1. Following approval of the first tranche in 2008, funding for the second tranche will be considered for approval not earlier than the first meeting of 2009.

APPENDIX 4-A: FORMAT OF ANNUAL IMPLEMENTATION PROGRAMME

1. Data

Country _____
 Year of plan _____
 # of years completed _____
 # of years remaining under the plan _____
 Target ODS consumption of the preceding year _____
 Target ODS consumption of the year of plan _____
 Level of funding requested _____
 Lead implementing agency _____
 Cooperating agency(ies) _____

2. Targets

Indicators		Preceding year	Year of plan	Reduction
Supply of ODS	Import			
	Total (1)			
Demand of ODS	Manufacturing			
	Servicing			
	Stockpiling			
	Total (2)			

3. Industry Action

Sector	Consumption preceding year (1)	Consumption year of plan (2)	Reduction within year of plan (1) – (2)	Number of projects completed	Number of servicing related activities	ODS phase-out (in ODP tonnes)
Manufacturing						
Total						
Refrigeration						
Total						
Grand total						

4. Technical Assistance

Proposed Activity:
 Objective:
 Target Group:
 Impact:

5. Government Action

Policy/Activity planned	Schedule of implementation
Type of policy control on ODS import: servicing, etc.	
Public awareness	
Others	

6. Annual Budget

Activity	Planned expenditures (US \$)
Total	

7. Administrative Fees

APPENDIX 5-A: MONITORING INSTITUTIONS AND ROLES

1. All the monitoring activities will be coordinated and managed through the project "Monitoring and Management Unit", within the National Ozone Unit (NOU).

Verification and reporting

2. In accordance to decision 45/54 (d), the Executive Committee reserves the right for independent verification in case the Executive Committee selects Cape Verde for related auditing. Based on discussion with the Lead IA, Cape Verde should select the independent organization (auditing) to carry out the verification of the TPMP results and this independent monitoring programme.

APPENDIX 6-A: ROLE OF THE LEAD IMPLEMENTING AGENCY

1. The Lead IA will be responsible for a range of activities to be specified in the project document as follows:

- (a) Ensuring performance and financial verification in accordance with this Agreement and with its specific internal procedures and requirements as set out in the Country's phase-out plan;
- (b) Assisting the Country in preparation of the Annual Implementation Programme;
- (c) Providing verification to the Executive Committee that the Targets have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the Annual Implementation Programme consistent with Appendix 5-A. In case the Executive Committee selects Cape Verde consistent with paragraph (d) of decision 45/54, separate funding will be provided by the Executive Committee to the Lead IA for this undertaking;

- (d) Ensuring that the achievements in previous annual implementation programmes are reflected in the future annual implementation programme;
- (e) Reporting on the implementation of the Annual Implementation Programme of 2008 and preparing for annual implementation programme for 2009 for submission to the Executive Committee.
- (f) Ensuring that appropriate independent technical experts carry out the technical reviews undertaken by the Lead IA;
- (g) Carrying out required supervision missions;
- (h) Ensuring the presence of an operating mechanism to allow effective, transparent implementation of the Annual Implementation Programme and accurate data reporting;
- (i) Providing verification for the Executive Committee that consumption of the Substances has been eliminated in accordance with the Targets, if requested by the Executive Committee;
- (j) Ensuring that disbursements made to the Country are based on the use of the indicators; and
- (k) Providing assistance with policy, management and technical support when required.

APPENDIX 7-A: REDUCTIONS IN FUNDING FOR FAILURE TO COMPLY

1. In accordance with paragraph 10 of the Agreement, the amount of funding provided may be reduced by US \$10,000 per ODP tonne of reductions in consumption not achieved in the year.
